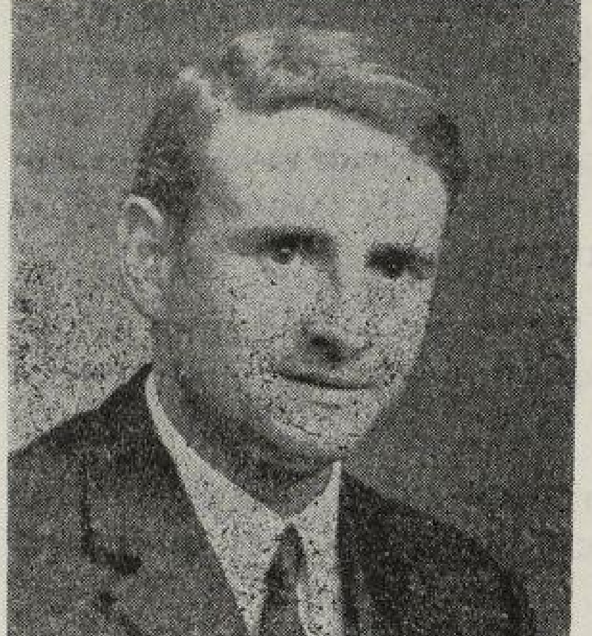
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DU CALVADOS

4e CIRCONSCRIPTION



Elections Législatives du 4 Mars 1973

Candidat :

Antoine BORT

33 ans, Professsseur au C. E. G. de Trévières

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
POUR L'UNION POPULAIRE ET LA VICTOIRE DU PROGRAMME COMMUN

SUPPLÉANT :

Gérard CREVEL

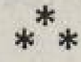
Electricien :— Conseiller Municipal de Bayeux

Madame, Monsieur,

Je m'adresse à vous et je sollicite votre suffrage comme candidat présenté par le Parti Communiste Français, avec la conviction profonde qu'en votant communiste, vous choisirez le moyen le plus sûr de changer votre vie, de la rendre plus belle et plus heureuse, pour vous, vos enfants, votre famille.

Ces élections auront, vous n'en doutez pas, une importance exceptionnelle. Le suffrage universel doit de la manière la plus nette condamner la politique du pouvoir actuel et se prononcer pour l'adoption et la mise en œuvre du Programme commun de gouvernement conclu entre les partis de gauche.

En votant communiste, vous voterez pour le Parti qui a indiscutablement dénoncé dès le premier jour le régime responsable de la crise dont tout le monde peut aujourd'hui mesurer les graves conséquences, et vous voterez pour le parti qui, en même temps, a agi inlassablement en faveur de l'union de la gauche sur la base d'un programme commun.



Comment laisserions-nous se perpétuer l'immense gâchis que chacun de nous peut constater ? D'un côté, une infime minorité de la population accapare pour elle-même et emploie à toute sorte de spéculations une masse de capitaux qui pourraient être socialement utiles, tandis que, de l'autre côté, on ferme des usines, on détruit des récoltes, on jette au chômage des travailleurs et de jeunes diplômés, on laisse en friche l'intelligence et les talents de millions d'enfants.

Oui, comme la France pourrait être riche, comme il y ferait bon vivre si on mettait fin à ce gâchis qui est l'œuvre des magnats de la finance et de leurs commis (U.D.R., Indépendants, Centristes) au pouvoir depuis quinze ans.

C'est en pensant à tout cela, au bonheur que tant de travailleurs, tant de mères de famille pourraient enfin connaître que je vous appelle à voter communiste.



Le Programme Commun de gouvernement que nous vous proposons répond à ce souhait puisqu'il prévoit la mise en œuvre de mesures sociales d'une ampleur et d'une portée sans précédent.

Ce qu'un gouvernement de la gauche unie réalisera tout de suite, c'est notamment : le relèvement général des salaires, le salaire minimum à 1 000 F, l'abaissement de l'âge de la retraite, la réduction de la durée du travail, l'amélioration du sort des personnes âgées, l'allégement de la fiscalité pesant sur la population laborieuse, la mise en œuvre d'une politique de logement social dans le respect du cadre de vie, l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises, le remboursement immédiat à 80 % des frais médicaux et progressivement la gratuité totale.

Les intérêts des paysans, ceux du petit commerce, de l'artisanat, des professions libérales seront garantis.

L'application du programme se traduira aussi par une véritable promotion de la femme et par l'ouverture de perspectives enthousiasmantes pour les jeunes.

En même temps, les droits des citoyens seront élargis et leur exercice assuré. La vie politique sera démocratisée.

Une politique extérieure nouvelle contribuera activement à la détente, au désarmement et à la Paix.

Les moyens existent pour opérer ces changements. Le financement de toutes les mesures prévues est assuré. Une nouvelle politique économique, qui s'appuiera sur le secteur public étendu par les nouvelles nationalisations et sur la planification démocratique, permettra la croissance plus rapide des fruits du travail et leur meilleure répartition. Elle mettra fin aux gâchis des ressources nationales et aux privilèges exorbitants des grosses sociétés, elle combattra réellement l'inflation et la spéculation.

Sur le plan local, la réalisation du Programme commun supprimera les abattements de zone et les disparités géographiques : actuellement les salaires du Bessin (Damigny, Crédit Lyonnais...) sont de 40 % inférieurs à ceux de la région parisienne. Faute d'industries sur place, plus de mille personnes doivent aller chercher du travail dans la région caennaise. Loin de se résoudre, le problème s'aggrave ainsi qu'en témoigne l'actuelle crise de l'industrie laitière. Dans le cadre de la concentration capitaliste, la laiterie de Vaucelles passe sout le contrôle de l'Union Laitière Normande qui absorbe ainsi sa onzième entreprise. Cela se traduit dans un premier temps par 40 licenciements. Rien n'a été fait pour l'éviter (le Comité d'Entreprise n'a même pas été consulté) ni pour assurer le reclassement des travailleurs.

Demain la majorité de gauche qui siègera à l'Assemblée mettra fin à ces pratiques. « Le licenciement cessera d'être un droit discrétionnaire de l'employeur. Tout licenciement qui ne serait pas accompagné d'une mesure de reclassement préalable dans des conditions équivalentes sera interdit ».

Parallèlement j'œuvrerai pour que dans le cadre d'un aménagement planifié du territoire, de nouveaux emplois soient offerts aux travailleurs par l'implantation d'industries sans que pour autant les vocations agricole et touristique de la région en souffrent.

Les exploitations familiales agricoles du Bessin subissent aussi durement la politique de concentration actuelle. Les nationalisations des trusts des engrais, l'utilisation plus rationnelle du matériel agricole, permettront une diminution des prix de revient des produits de la terre et une plus juste rémunération au producteur.

La coopération sera développée et démocratisée. La terre ne sera plus un objet de spéculation. Les ventes et locations de terre seront contrôlées par les agriculteurs eux-mêmes. Les jeunes ruraux bénéficieront d'une véritable formation professionnelle et du libre choix d'un métier.

Demain la majorité de gauche donnera à l'école rurale les possibilités de remplir son rôle. Des crèches et des maternelles seront implantées. J'œuvrerai pour que soit immédiatement entreprise la construction des C.E.S. de Le Molay-Littry, Trévières, Port-en-Bessin... et pour que disparaissent rapidement les classes provisoires.

Vous voterez Antoine BORT parce qu'il n'y a pas de politique de progrès social et national qui soit possible sans un parti communiste fort et largement représenté au parlement.

Vous voterez Antoine BORT parce que le Parti communiste Français a mené et mène une lutte sans faiblesse contre le pouvoir de la haute finance, pour l'union des forces de gauche, pour un changement démocratique.

Vous voterez Antoine BORT car le nombre de voix qu'obtiendra au premier tour le Parti communiste français sera décisif pour lui donner l'audience qu'il mettra au service des travailleurs, de l'union, du programme commun.

Vous voterez Antoine BORT pour que les mesures sociales prévues dans le programme commun soient pleinement réalisées.

Le 4 Mars, vous voterez pour

Antoine BORT

33 ans, Professeur au C. E. G. de Trévières

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

pour

L'UNION POPULAIRE ET LA VICTOIRE DU PROGRAMME COMMUN

SUPPLÉANT :

Gérard CREVEL

Electricien — Conseiller Municipal de Bayeux

Imp. Bernard, Le Molay-Littry